

Éthique et philosophie politique chez Karl Polanyi

ANDRÉ TIRAN

Pour comprendre l'œuvre de Karl Polanyi et ne pas la ramener aux seules questions économiques il est nécessaire d'indiquer, même brièvement, les grands traits de sa conception philosophique. Sa position est singulière car elle le situe très nettement en dehors de toute l'approche utilitariste en termes de marché mais aussi et de façon tout aussi radicale, ce qui est peu souvent souligné, en opposition avec l'approche marxiste. Nous commencerons par montrer ce rejet par Polanyi de l'approche libérale et de l'approche marxiste qui est à la base de toute son œuvre théorique ultérieure. Nous essaierons d'indiquer ensuite les éléments de sa conception de l'homme et de la société qu'il cherche à promouvoir.

Les derniers écrits de Karl Polanyi après la *Grande Transformation* et *The livelihood of man*¹ relèvent de la philosophie politique et de l'éthique. Dans ces écrits Polanyi développe sa conception philosophique. Elle sous-tend l'analyse de la *Grande transformation* qui porte, elle, sur les origines institutionnelles de la crise. Cette conception philosophique traite de la condition actuelle de l'homme. La matrice de son inspiration est en partie rousseauiste². La position de K. Polanyi dès ses premiers écrits est une position éthique, qui, par définition exclut le calcul utilitariste comme régulateur de l'action humaine. Pour situer son attitude intellectuelle et sa conception éthique nous pouvons citer un fragment de manuscrit:

Il y eût un temps où ceux qui étaient sans dieu, les athées, étaient appelés libre penseurs. Nous avons depuis longtemps dépassé ce stade. Même parmi les athées il y a une grande quantité de personnes qui ont des vues étroites, sans richesse, à la mentalité petite bourgeoise, que l'on ne peut absolument pas considérer comme libres penseurs, alors que l'inspiration religieuse peut rendre l'homme capable de la plus audacieuse des rebellions spirituelles; Jésus de Nazareth aura toujours la première place parmi ceux qui sont morts pour la cause de la liberté de pensée. Par liberté d'esprit nous ne voulons pas dire négation de la vérité, de l'éthique, de la loi ou de l'autorité.

Nous pensons en revanche que la liberté d'esprit pousse au contraire à rechercher sans cesse la vérité, à se conformer aux prescriptions de l'éthique, à agir selon la loi et dans le respect de l'autorité. De façon continue et cohérente. Sans reculer devant quelque considération que ce soit, et en maintenant toujours droites et vives les prédispositions humaines. A rechercher la vérité au-delà de toute vérité de classe ou de race; à suivre le sentier de l'éthique pure, malgré les préceptes préétablis des "moralistes" et au-delà d'eux; à fonder sa propre position sur la justice, même en défiant la loi, en pliant seulement devant l'autorité du bien et du vrai, en s'opposant à toute fausse autorité qui repose sur un succès malhonnête et sur l'exhibition du pouvoir.

Donc rechercher la vérité et le point où les tabous barrent la voie, agir sur la base des postulats de l'éthique, même si les personnes enclines au compromis et les

¹ K. POLANYI, *The Livelihood of Man*, New York, Academic press, 1977.

² Voir ID., *La libertà in una società complessa*, a cura di A Salsano, Torino, Bollati Boringhieri, 1987, pp. 161-170.

opportunistes dévalorisent cette façon d'agir en la traitant de "super idéalisme", exhibitionnisme de "jeunesse", "donquichottisme" ou bien seulement d'ingénuité et d'immaturité. Être pour la justice, même contre la loi, et élever un autel aux héros du bien du vrai sur les ruines de l'autorité des conventions, du cynisme, de l'ignorance et de l'apathie spirituelle³.

Au début de son activité intellectuelle Karl Polanyi a fait partie d'un groupe d'étudiants juifs hongrois, progressistes qui partagent une conception de la personne humaine telle que Jésus la montre, sans être affiliés à aucune église ou à aucun groupe religieux particulier. Cette inspiration profonde de l'unité de la personnalité humaine dont la valeur est infinie et dont les actes ne peuvent être compris en termes de calcul, restera le fil conducteur de sa pensée, jusqu'à sa mort. L'éthique chrétienne individuelle est le guide de sa vie, elle représente pour lui la vérité profonde de l'être humain libre. D'autre part, la réalité de la société, son caractère inéluctable, devait obligatoirement être pris en compte. En d'autres termes, il y a derrière les ouvrages de K. Polanyi, non seulement un apport scientifique, mais aussi un programme politique. Il conteste l'axiome libéral, selon lequel, la liberté et la justice sont inextricablement liés à l'ordre du marché. Lors d'un congrès de sociologie qui se tint en Angleterre en 1946 Polanyi formula ses thèses en trois points:

- 1) Le déterminisme économique était fondamentalement un phénomène du XIXème siècle, qui n'est plus aujourd'hui actif dans la majeure partie du monde ; il ne pouvait agir que dans un système de marché, qui est en train de disparaître rapidement en Europe.
- 2) Le système de marché a violemment contrefait nos opinions sur l'homme et sur la société.
- 3) Ces opinions contrefaites apparaissent comme un des obstacles majeurs à la solution des problèmes de notre vie⁴.

Par voie de conséquence il conteste également le déterminisme économique des marxistes. Cette position le situe en dehors des oppositions entre fascisme et antifasciste, communisme et libéralisme, comme d'une indifférence du type "*anything goes*". On la trouve dès 1921-22 dans un manuscrit de cette période où K. Polanyi rejette les théories déterministes de la sociologie et de l'économie:

L'homme croit au développement comme autrefois il croyait en Dieu. Mais Dieu vit dans le cœur de l'homme et nous pouvons lire ses lois dans l'âme [...] Le développement vit dans le futur [...] Il n'y a jamais eu une superstition aussi absurde que celle de la croyance que l'histoire de l'homme est gouvernée par des lois indépendantes de sa volonté et de son action. Le concept d'un futur qui nous attend quelque part est insensé parce que le futur n'existe pas, ni aujourd'hui ni demain. Le futur est continuellement refait par ceux qui vivent dans le présent. Seul le présent est réalité. Il n'y a aucun futur qui puisse conférer une validité à nos actions dans le présent⁵.

³ Manuscrit cité par Ilona Duczynska, *Note sulla vita di Karl Polanyi*, in K. POLANYI, *La sussistenza dell'uomo*, a cura di H.W. PEARSON, Torino, Einaudi, 1984, p. XI, traduction de l'italien par A. Tiran.

⁴ *Ivi*, p. XV, et K. POLANYI, *On belief in economic determinism*, in «The Sociological Review», XXXIX, I, 1947, traduction de l'italien par A. Tiran.

⁵ *Ivi*, cité par A. Salsano, p. XXXIII.

L'inspiration de K. Polanyi sur la liberté est liée à Rousseau et à Kant. Pour lui, la liberté n'est pas celle de la tradition utilitariste libérale où la loi définit, de l'extérieur, les limites de la liberté de l'individu. Elle est celle de la loi intériorisée, du *Contrat social* de Rousseau, l'adhésion consciente aux normes qui découlent de la décision du peuple de se gouverner lui-même. Son adhésion aux révolutions européennes est surtout celle d'une définition de la liberté comme égalité, exprimée dans la révolution française. Avec une différence importante, toutefois, c'est que chez lui la problématique politique tourne autour de la communauté (*Gemeinschaft*), beaucoup plus que de la société (*Gesellschaft*). Son inspiration "chrétienne", à travers la personne de Jésus, lui fait porter l'accent sur la personne, plutôt que sur l'individu. De ce point de vue, Polanyi est un théoricien du primat des formes d'auto-organisation et de médiation sociale sur l'individualisme de type libéral. Il tente de réunir les principes démocratiques exprimés par Rousseau, la conception de la liberté comme égalité et une orientation personnaliste et communautaire. Ce n'est pas un hasard de ce point de vue si nombre de ses références remontent à Owen et à la tradition du *Guild Socialism*. Toute sa vie Karl Polanyi a été socialiste, mais socialiste dans un sens bien différent de ce que nous pouvons entendre habituellement sous ce terme. Ainsi selon Polanyi la société est soumise à deux principes:

- 1) Chaque société se comporte de façon à assurer sa propre survie indépendamment de la volonté des individus qui la composent [...].
- 2) Chaque société libre légitime base son comportement sur les volontés des personnes qui la compose⁶.

Ceci l'amène à préciser qu'il n'est pas inéluctable que toute société survive et que la société ne survivra que si les dispositions du peuple sont telles que celui-ci élaborera spontanément ses propres institutions pour assurer sa survie. La condition qui permet qu'une telle disposition soit vérifiée exige que «l'éducation soit fournie par la communauté et que toutes les influences morales et psychologiques émanant de la communauté doivent tendre à produire de telles dispositions dans le peuple»⁷.

Éthique et démocratie

Toute la pensée de Karl Polanyi est tendue vers cet objectif: concevoir un ordre social qui concilie la liberté intérieure absolue de l'individu et les nécessités de la survie de la communauté, indispensable à la survie de l'individu et en même temps menace pour sa liberté. Cette société doit répondre à trois types d'organisation sociale des activités économiques: la réciprocité, la redistribution et l'échange. Ces trois modes doivent être combinés, car l'absolutisation d'un seul mode menace tout aussi bien la liberté de l'individu que la justice. La société de marché est celle qui fait de l'échange un absolu, elle représente un danger mortel pour l'avenir. La société des pays socialistes absolutise la redistribution et supprime la liberté individuelle. Seule une société fondée sur la réciprocité, comme l'économie domestique, semble échapper chez Polanyi aux dangers qu'il dénonce. Il n'y a pas de réponse achevée aux questions qu'il soulève. On trouve dans ses écrits la définition de lignes de principe qui doivent guider la réflexion.

Pour K. Polanyi la démocratie continentale européenne est un système de

⁶ K. POLANYI, *La libertà in una società complessa*, cit., p. 162.

⁷ *Ivi*, p. 163.

gouvernement construit sur le principe de l'égalité. La liberté se confond ici avec l'égalité. Le fait que les hommes soient tous nés libres signifie qu'ils sont tous nés égaux. Pour lui nous sommes habitués à considérer l'égalité et la liberté comme synonymes parce qu'ils sont indissociables de l'idée chrétienne de personnalité. Mais nous ne devons pas oublier que, dans la vie institutionnelle de la société, la liberté et l'égalité représentent deux principes opposés. La démocratie basée sur la liberté, et celle basée sur l'égalité, se développent selon des principes institutionnels radicalement différents.

Le suffrage universel, l'instruction gratuite et égale pour tous, sont les caractéristiques de la société égalitaire. Si nous considérons les pays anglo-saxons (Amérique et Angleterre) nous devons relever que l'instruction gratuite et égale pour tous reste inconnue dans les pays anglo-saxons aujourd'hui encore, alors que cet élément fait partie de la démocratie continentale européenne depuis près de 100 ans. Les groupes sociaux, en Angleterre et en Amérique, sont séparés par leur éducation alors que «dans l'Europe continentale l'éducation tend à rapprocher les différents groupes». Dans les pays anglo-saxons l'idée d'éducation conserve son caractère rigide de classe. Ceci a des conséquences tout à fait cruciales sur la nature des civilisations qui se développent dans ces deux groupes de pays, car les points communs, qui concernent l'idée de liberté, sont souvent moins importants que les différences dans la conception de cette liberté. L'idée de la liberté aux États-Unis signifie liberté d'entreprise, liberté du marché alors que l'idée de liberté sur le continent européen signifie égalité des conditions de vie.

La démocratie prône l'égalité alors que le marché, qui lui est indispensable comme garantie à travers la propriété privée, génère de formidables inégalités. Car effectivement la société n'est pas juste, elle ne donne pas à chacun son dû. Elle foule aux pieds toutes les valeurs de la communauté pour privilégier le fort et le plus malin, le plus prévoyant mais non pas le plus généreux, le plus intelligent, le plus ouvert et le plus risqué. La nécessité de développer les valeurs de la communauté dérivent non seulement d'un besoin de protection de la société toute entière mais également de la nature même de la personne humaine. Les valeurs de la communauté ont été prises en charge par le mouvement ouvrier. Et la condition même des ouvriers les prédisposait à ce rôle. Car les valeurs de solidarité, de fraternité y sont plus fortes qu'ailleurs, à cause de la situation même dans laquelle ils sont. Ceci explique que tout le combat de Karl Polanyi se soit situé de ce côté-là avec comme tâche de porter à «maturité la démocratie à travers le savoir et la responsabilité individuelle».

Le nationalisme, la fragmentation de la souveraineté, et la non coopération

Cette réflexion, Karl Polanyi la développe immédiatement après la guerre dans un texte qui a gardé pour nous une singulière actualité⁸. Dans ce texte, il développe ses réflexions sur la nouvelle organisation du monde qui se met en place avec les accords de Bretton Woods de 1944. Il y a pour lui trois maladies endémiques en Europe: «le nationalisme intolérant, la fragmentation de la souveraineté, et la non coopération économique»⁹. Toutes les trois sont les conséquences inévitables de l'économie de marché dans une région où les différentes «races» et nations sont inextricablement mêlées. Cette analyse conserve toute son acuité et son actualité aujourd'hui, le virulent

⁸ K. POLANYI, *Universal Capitalism or Regional Planning?*, in «The London Quarterly of World Affairs», Janvier 1945, pp. 1-6.

⁹ *Ivi*, pp. 14-15.

nationalisme, que nous voyons resurgir de l'histoire du XIX^{ème} siècle, s'est étendu à des contrées qui, jusque-là, ne le connaissaient pas. Le développement du marché dans des zones comme celles de l'Europe centrale, a conduit au développement d'États, hystériquement chauvins, incapables de mettre de l'ordre dans le chaos politique issu de l'effondrement de l'ancien empire soviétique. Cet état de fait exerce un profond effet de contagion sur les régions voisines, mais aussi sur des régions plus éloignées. En outre, contrairement à la vision ingénue du libre échange, les questions raciales et nationales non résolues empêchent le fonctionnement normal du marché au-delà des frontières.

Il faut cependant observer que les États-Unis sont pleinement engagés, dans cette tâche sans se rendre compte que leur tentative est à long terme condamnée à la faillite. Pour Polanyi, l'alternative à «l'utopie réactionnaire de Wall Street réside dans le développement de nouveaux instruments de commerce extérieur, de transferts de capitaux, de mécanismes de change»¹⁰, afin que dans tous les cas la finance soit subordonnée aux développements des économies réelles et que le pouvoir des marchés financiers soit tenu étroitement sous contrôle des autorités monétaires. A cette condition pourra prévaloir la logique d'un développement humain durable tourné vers la production des richesses réelles.

Ce qu'a écrit Karl Polanyi à la fin de la guerre à propos de l'Europe peut s'appliquer sans rien y changer à notre situation présente. Pour Polanyi un tel ensemble régional sera en mesure d'utiliser de nouvelles méthodes pour lutter contre le chômage, pour redéfinir périodiquement la valeur de la monnaie. Il pourra organiser les importations et les flux d'investissements, organiser à l'échelle mondiale l'échange, financer les exportations de biens d'équipement, passer des contrats avec les autres gouvernements et donc coordonner le niveau de l'emploi et les niveaux de vie de chaque nation. Il le fera de façon à s'assurer «avec sa politique commerciale, industrielle financière et monétaire, les avantages qui dérivent, dans le monde moderne, d'un système institutionnel délibérément créé et géré dans un tel objectif. Et ceci précisément parce que l'économie extérieure est plus sujette que l'économie intérieure au contrôle et qu'elle en a en outre plus besoin»¹¹.

Dans un de ses derniers textes Polanyi définit ce que sont pour lui les caractéristiques fondamentales de notre société comparée à celle d'Aristote. Le premier point est abordé que «notre culture emploie une technologie de l'efficacité¹² infiniment plus complexe que celle de la Grèce du quatrième siècle»¹³. Pour Polanyi « la tendance totalitaire ou conformiste inhérente à une technologie de production et de communication de masse fait de la liberté le point crucial d'une bonne vie»¹⁴. Le troisième et dernier point qui caractérise la société est que «l'importance de l'argent pour l'efficacité et la liberté représente le progrès intellectuel décisif par rapport à Aristote »¹⁵. Karl Polanyi souligne le fait que en particulier parmi tous les systèmes symboliques – langage, écriture, mesures – «le système et l'expédient de l'argent n'ont pas été compris suffisamment est désormais

¹⁰ *Ivi*, pp. 1-6.

¹¹ *Id.*, *La libertà in una società complessa*, cit., p. 148; *Id.*, *Universal Capitalism or Regional Planning?*, cit.

¹² Le terme d'*efficience* est traduit d'«*efficiency*» il signifie productivité et quelque chose de plus encore. Nous avons choisi de conserver *efficience* qui est d'usage courant aujourd'hui parmi les économistes alors que ce n'était pas le cas au moment où K. Polanyi écrivait.

¹³ *Id.*, *Aristotle on an affluent society*, manuscrit inédit, 1 mars 1959, in *Id.*, *La libertà in una società complessa*, cit., pp. 187-195.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ *Ivi*, p. 94.

clair»¹⁶. Aux deux points de départ du problème de l'efficience et de la liberté l'argent est indispensable. Polanyi note que cet aspect est en général reconnu du point de vue de la liberté de consommation et des choix individuels. Toutefois il souligne que la monnaie comme «instrument financier» peut acquérir une importance cruciale pour la société dans sa totalité. En particulier les rapports entre «la production et les autres sphères vitales de la société»¹⁷ peuvent dépendre de la finance pour que les moyens économiques soient canalisés dans «les sphères culturelles de l'instruction, du gouvernement, de la défense, de la santé et de la communication, de la recherche, de l'art, du goût, de la nature et de la vie privée»¹⁸.

Le programme de défense de la liberté dans une société complexe

Le texte sur Aristote se conclut par la définition d'un programme théorique et politique. Le premier point concerne la tâche de réaliser une comptabilité de la production et de la finance. Cette comptabilité doit prendre en compte les coûts de la liberté dans deux sens différents. D'une part il faut produire les biens qui sont considérés comme nécessaires à nos besoins et d'autre part il faut calculer quelle diminution de *l'efficience* peut être introduite dans le processus économique. La raison de cette nécessaire diminution de l'efficience, réside dans le fait que: «dans une société libre il est inévitable de détrôner l'efficience comme principe directeur unique. L'efficience peut être acceptée seulement en concurrence avec d'autres fins, valeurs et idéaux»¹⁹. La monnaie acquiert une importance décisive des deux points de vue à la fois: du point de vue de *l'efficience* et de la *liberté*. La monnaie, aux deux pôles du problème *efficience et liberté*, est indispensable, ce que chacun reconnaît généralement à travers la liberté de consommation que confère la monnaie. À travers la finance, la monnaie peut être utilisée pour irriguer les autres sphères vitales de la société et donc permettre, non seulement les choix individuels, mais aussi ceux de la société dans son ensemble. Polanyi trace ensuite le programme à réaliser²⁰.

«La comptabilité de la production et de la finance émerge comme un problème essentiel de la science économique. Les coûts de la liberté peuvent revêtir deux formes très différentes: des biens et des services requis par nos besoins humains et libertaires; la diminution de l'efficience que l'on peut introduire dans le système économique»²¹.

Le deuxième point du programme est celui de l'extension du règne de la liberté du domaine purement politique et intellectuel à celui de la vie quotidienne. Cette extension du règne de la liberté se décline en quatre points:

- Partout où l'on fait usage de la contrainte (production, technologie) doit être reconnu le principe du cas de nécessité c'est-à-dire ici celui de l'objection de conscience: «Il doit toujours y avoir un deuxième choix pour le non-conformiste, même s'il n'y a qu'une personne sur mille qui va en faire usage»²².
- L'extension de l'*Habeas corpus* à l'industrie doit permettre la constitutionnalisation

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ *Ivi*, p. 193.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ *Ivi*, p. 194.

²² *Id.*, *La libertà in una società complessa*, cit., p. 193.

des droits du travail contre l'abus de pouvoir de l'entreprise.

- Efforts pour adapter la technologie aux besoins humains.
- Extension des aires libérées du marché, du gouvernement, de la grande entreprise et du syndicat aux espaces sociaux de l'instruction, de la défense, de la médecine et des arts²³.

Ces remarques sur la conception éthique et philosophique de Karl Polanyi ne seraient pas complètes si nous ne rappelions pas ce qui a été la source de l'inspiration de toute sa vie: le Cercle Galilée. Le Cercle Galilée dont Polanyi fut l'inspirateur et le premier président recruta ses membres parmi les fils du prolétariat juif pauvre de Hongrie. Pour Polanyi il fut une profonde réaction contre «la fable des abeilles de Mandeville, et puis ensuite de la pseudo philosophie funeste de Adam Smith, par ailleurs bien intentionnée, là où prit sa source le paradoxe satanique qui faisait dériver la richesse de la collectivité de l'égoïsme de l'individu. Cette thèse, même si elle inonda le monde d'une immense richesse matérielle, mit en mouvement contre l'humanité occidentale le mécanisme automatique de l'immoralité»²⁴. Le point de départ de la création du Cercle Galilée était une société de secours mutuel des étudiants en médecine. Il représenta «une rupture avec cette tradition culturelle réactionnaire»²⁵. Les membres du groupe se créèrent une identité intellectuelle qui abandonna les théories psychologiques et sociologiques alors à la mode «en faveur de la rigoureuse objectivité des sciences de la nature. Les théories de Herbert Spencer, de Henry George, de Sombart, de Oppenheimer, de Simmel, de Stammler, de Le Bon ou de Goldscheidt étaient moins attirantes que les enseignements de Mach ou d'Einstein, qui inauguraient une ère nouvelle»²⁶.

Par rapport au marxisme qui avait été jusque-là dominant dans la jeunesse universitaire trois éléments de rupture ont maintenu le Cercle Galilée à distance de ses enseignements: «la séparation du marxisme traditionnel du fait des progrès obtenus par Mach et Einstein dans le champ des sciences de la nature; les succès de la nouvelle économie, qui avait remplacé l'économie politique classique, sur la théorie de la valeur ricardienne; l'effet paralysant des tendances unilatéralement syndicalistes du Parti social-démocrate»²⁷. L'activité du Cercle Galilée fut d'abord et avant tout morale. La pratique de l'altruisme, de la défense des droits des autres, des vérités des autres en était le cœur. Dans ce texte de bilan, de ce qui fut son groupe et sa génération, Polanyi relève que les extraordinaires qualités morales que le Cercle Galilée a développées autour de lui, étaient liées à son apolitisme. Ceci constitue le bon côté de la médaille, le revers en est l'impuissance politique de ce groupe qui n'a pas joué le rôle qui aurait pu être le sien faute d'avoir noué des liens organisés avec les ouvriers, les paysans et les minorités ethniques de Hongrie.

Liberté et institutions

Pour Karl Polanyi, «le problème de la liberté se pose à deux niveaux différents: le niveau institutionnel et le niveau moral ou religieux»²⁸. La première remarque est que

²³ *Ibidem*.

²⁴ ID., A Galilei Kör hagyateka, Uj Látóhatár (Nouvel Horizon), vol. 3, N° 6 (1960), pp. 513-24, in ID., *La libertà in una società complessa*, cit.

²⁵ *Ivi*, p. 206.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ K. POLANYI, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983, p. 327.

Polanyi développe assez longuement la question de la liberté au niveau institutionnel mais que la suite ne contient pratiquement rien qui nous renseigne sur le contenu de la liberté au plan moral et religieux qui est celui exclusif de l'individu.

Le problème posé est celui «d'équilibrer des libertés accrues avec de libertés amoindries»²⁹. Polanyi pointe immédiatement la contradiction qui lui paraît cruciale: la liberté, sa possibilité même, lui semble remise en question car «les moyens mêmes de maintenir la liberté l'altèrent et la détruisent»³⁰. La société connaît un processus dont les effets sont contradictoires. Au niveau institutionnel la réglementation étend et restreint à la fois la liberté, il n'est pas nécessaire de produire des exemples pour comprendre cela. Dans ce cadre, pour Polanyi, seule compte «la balance des libertés gagnées et des libertés perdues»³¹. Le développement d'un capitalisme managérial et des hautes technologies associé à l'oligarchie financière, représentent aujourd'hui la menace la plus directe contre la liberté. La social-démocratie a connu partout en Europe une véritable débâcle. Celle-ci repose sur la faillite de «économie sociale de marché», faillite à la fois économique et idéologique depuis la fin de l'ordre constitutionnel de Bretton Woods. Il y a à cela aussi d'autres causes l'effondrement de la Russie soviétique.

Ici se pose immédiatement un problème: celui de l'évaluation des gains et des pertes en matière de liberté. Ce qui soulève une première question: comment et par qui va être réalisé ce décompte de la liberté gagnée et de la liberté perdue? Les moyens de cette évaluation seront en partie résolue par la mise en place d'une comptabilité des coûts de la liberté³² et sur le plan politique, qui est celui de l'expressions de la volonté générale, dans le sens de Rousseau par l'application d'une théorie fonctionnelle de la société³³.

Pour appuyer son argumentation Polanyi cite l'exemple de la limitation de la liberté des catégories privilégiées en matière de revenus et de loisir, pour étendre cette liberté aux catégories qui ont beaucoup de moins de revenus et de loisir. Il conclut simplement sur ce point en indiquant que la limitation de la liberté de certaines catégories ne permet en aucun cas de dire que la liberté est menacée dans l'ensemble de la société «ce genre de déplacement, de remise en forme et d'extension des libertés ne devraient pas donner la moindre raison d'affirmer que la condition nouvelle sera nécessairement moins libre que l'ancienne»³⁴. Tout se passe donc comme s'il était nécessaire de maintenir dans la société un certain quantum de liberté. La répartition de cette liberté n'étant pas égale pour tous, bien qu'il faille noter ici qu'il s'agisse de liberté réelle au sens de moyens économiques d'exercer de droits juridiques. Ayant posé cela, qui s'adresse à la société dans laquelle selon Polanyi a eu lieu la grande transformation, celui-ci émet immédiatement une restriction qui est en même temps une reconnaissance de l'apport du libéralisme au développement de la liberté.

²⁹ *Ivi*, p. 326.

³⁰ *Ibidem*.

³¹ *Ibidem*.

³² Voir sur ce point les textes du débat Polanyi/Von Mises réunis par J. MAUCOURANT in «Calcul économique socialiste et autres écrits monétaires», *Cahiers Monnaie et Financement*, Centre de recherches Monnaie-Finance et Banque, N° 22, pp. 11-164. Voir également ID., *Monnaie et calcul économique selon Karl Polanyi, le projet d'une économie socialiste fédérale*, in «Revue Européenne des sciences sociales», tome 31, N° 90, 1993, pp. 29-46.

³³ Voir K. POLANYI, *The functionalist theory of society and the problem of socialist economic calculability, réponse à Ludwig Von Mises et Félix Weil*, in «Calcul économique socialiste et autres écrits monétaires», *Cahiers Monnaie et Financement*, Centre de recherches Monnaie-Finance et Banque, N° 22, pp. 115-126; traduction Kari Polanyi-Levitt.

³⁴ *Ivi*, p. 327.

Cette reconnaissance est suffisamment rare sous la plume de Polanyi pour devoir être ici soulignée. Il écrit: «La séparation institutionnelle du politique et de l'économique, qui, s'est révélée un danger mortel pour la substance de la société, a presque automatiquement produit la liberté au prix de la justice et de la sécurité. Les libertés civiles, l'entreprise privée et le système salarial se sont fondus en un modèle de vie qui a favorisé la liberté morale et l'indépendance d'esprit»³⁵. Polanyi indique que le libéralisme, qui a été l'acteur central sur le plan de la culture et des représentations de cette séparation de l'économique et du politique a produit en retour un bien qui est la liberté sans justice et sans sécurité mais avec plus de morale et d'indépendance d'esprit³⁶ au plan de l'individu. Cette partie héritée du libéralisme nous devons pour Polanyi «essayer de conserver par tous les moyens à notre portée ces hautes valeurs héritées de l'économie de marché qui s'est effondrée»³⁷. La source de ces valeurs est représentée par les précieuses traditions de la Renaissance³⁸ et de la Réforme³⁹.

Tout le long de ce chapitre la préoccupation de Polanyi est de combattre ce qu'il appelle un obstacle moral et qui est une fausse opposition: «La planification et le dirigisme sont accusés d'être la négation de la liberté. La libre entreprise et la propriété privée sont déclarées parts essentielles de la liberté»⁴⁰. Nous pouvons souligner l'actualité de ce qu'écrit ici Polanyi en indiquant brièvement que l'effondrement des régimes à l'Est a disqualifié toute discussion et réflexion sur la question de la planification et qu'il y a là sans doute une grande perte pour l'activité humaine. La question de savoir ce qui doit être conservé et ce qui doit être abandonné sans retour de l'expérience des pays de l'Est et de la Russie n'est même pas posée et nous condamne à nous priver d'une expérience précieuse et à devoir recommencer une fois de plus les mêmes choses. Car la question qui doit être posée en ce qui concerne les anciennes économies socialistes soviétiques à l'Est de l'Europe, n'est pas pourquoi cela n'a pas marché, mais pourquoi cela a pu marcher aussi longtemps. En outre en ce qui concerne les services à rendre à la population la question n'est pas d'opposer de façon religieuse marché et planification mais d'aborder cela d'une façon pragmatique en choisissant ce qui marche le mieux qui est le moins coûteux et le plus efficace pour la société. La question de la planification d'un certain nombre d'activités et sa gestion par le service public doit être reprise et défendue contre l'idéologie du marché autorégulateur. L'approche comparative sur les mérites respectifs des systèmes de sécurité sociale américain et français est très éclairante. Le système américain est deux fois plus coûteux et ne couvre pas une très grande partie de la population, avec une dégradation des soins selon les catégories concernées par rapport au système français. Ici aussi l'idéologie managériale avec l'introduction d'un système de gestion propre à une logique de marché d'entreprise est en train de saper les bases du système.

Mais l'exercice de la liberté dans le sens de Karl Polanyi implique les moyens de cet exercice en particulier sur un domaine qui a été très peu ou presque pas du tout analysé et utilisé par les spécialistes de sciences politiques ou du droit qui est celui de l'information. Une grande partie du pouvoir politique, y compris dans l'entreprise se concentre

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ C'est nous qui soulignons.

³⁷ K. POLANYI, *The functionalist theory of society and the problem of socialist economic calculability, réponse à Ludwig Von Mises et Félix Weil*, cit., p. 327.

³⁸ Voir sur ce point J. BURCKARDT, *La civilisation de la Renaissance en Italie*, 3 voll., Bibio Essais, Livre de poche, vol. 2, pp. 208-245.

³⁹ Voir sur L. DUMONT, *L'idéologie allemande*, Paris, Gallimard, 1991.

⁴⁰ K. POLANYI, *La grande transformation*, cit., p. 329.

aujourd'hui dans la capacité à capter l'information, à interdire à ceux que l'on domine son accès. Il ne s'agit pas de l'information dans un sens naïf, mais de l'information de l'expertise documentée telle qu'elle est pratiquée dans les autres sphères de l'administration publique, y compris dans les entreprises ou dans les organismes internationaux. Donc la question de l'évaluation des politiques publiques et les services fournis par les entreprises à la collectivité devient une question cruciale dans l'exercice de la démocratie. Il y a toute une série d'institutions à bâtir à penser à créer. Karl Polanyi dit ailleurs que «l'humanité ne sera libre que quand elle saura ce que lui coûte ses idéaux». Cette maîtrise de l'expertise a été totalement confisquée en particulier en France par la haute fonction publique et par l'ensemble des cadres issus des grandes écoles. Ces écoles et la formation qu'elles dispensent sont devenues pour une grande part des ennemis de la démocratie.

Le point de départ de Polanyi conserve toute sa validité et l'on ne peut échapper au dilemme qu'il pose si, dans l'ère du post libéralisme, nous reconnaissons tous la nécessité de la réglementation comme moyen renforcer la liberté et que nous acceptons l'idée que toute réglementation sera contraire à la liberté alors notre société ne peut pas être libre. Sans doute plus personne ne pose aujourd'hui la question en des termes aussi absolus mais il faut en tirer toutes les conséquences et si nous admettons la nécessité de la réglementation, donc l'intervention d'une institution, alors il nous faut discuter de la façon dont la mise en place de ces institutions tend à menacer la liberté ou à la favoriser. Pour reprendre les termes de Polanyi, quelle est la balance entre liberté perdue et liberté gagnée?

Les menaces qui pèsent sur la liberté

Polanyi, n'ignorant pas le danger que fait peser le développement de la réglementation sur la liberté, indique que «si libéralement que soit pratiquée la dévolution du pouvoir, il y aura renforcement du pouvoir au centre et, partant danger pour la liberté individuelle»⁴¹. Il précise que cela est vrai pour tout type d'organisation qu'il s'agisse d'entreprise ou de syndicats car «leur taille même peut faire que l'individu se sente impuissant quand bien même il n'aurait pas de raison de les soupçonner d'un mauvais vouloir»⁴². A partir de là Polanyi est conduit à réaffirmer que les droits du citoyen doivent prévaloir «contre toute autorité, qu'elle soit étatique, municipale ou professionnel»⁴³. La proclamation des droits juridiques ne saurait suffire et Polanyi propose que le premier droit qui figure sur la déclaration soit celui du droit de l'individu «à un travail dans des conditions sanctionnées quelles que soient, ses opinions politiques ou religieuses, sa couleur ou sa race»⁴⁴. Cette liberté personnelle doit être soutenue à n'importe quel prix «même à celui de l'efficacité dans la production, de l'économie dans la consommation ou de la rationalité dans l'administration»⁴⁵. L'accent placé si fortement par Polanyi sur la liberté pourrait être approuvée par la plupart de ceux qui se réclament du libéralisme.

Comment lutter contre les menaces que les institutions qui incarnent des règles font peser sur la liberté personnelle? A cette question Polanyi répond en indiquant le droit au

⁴¹ *Ivi*, p. 328.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ *Ibidem*.

travail comme premier droit fondamental de l'individu avant tout autre. Ce droit ne devant être limité par rien, la société doit garantir comme droit imprescriptible le droit à la subsistance dans un cadre qui est celui de la réciprocité, sans pouvoir exiger aucune soumission de la conscience. En outre Polanyi indique qu'aux menaces de la bureaucratie on doit opposer «la création des sphères de liberté arbitraire protégées par des règles infrangibles»⁴⁶.

On peut légitimement objecter à Polanyi que les obstacles qu'il essaie de poser à l'abus de pouvoir des institutions apparaissent bien mince et donc peu convaincants. Son argument ultime semble-t-il invoque l'opinion publique: «Partout l'opinion publique a tenu bon pour défendre les libertés civiles, il s'est toujours trouvé des tribunaux ou des cours de justice capables de faire valoir la liberté personnelle»⁴⁷. Cette référence à "l'opinion" doit être explicitée en même temps que soulignée car il semble ici que Polanyi n'attende pas d'un système institutionnel quelconque (séparation des pouvoirs, déclaration des droits etc...) une véritable garantie contre les menaces qui pèsent contre la liberté. Cela peut nous paraître d'autant plus contestable et d'un optimisme exagéré que Polanyi lui-même revient sur cette question de l'opinion publique dont on ne voit pas pourquoi elle serait par nature dévouée à la défense de la liberté. Le risque majeur de la disparition de la liberté n'est donc pas conjuré, cela d'autant que Polanyi lui-même dans un de ses derniers textes revient sur cette question de l'opinion publique et semble contredire ce qu'il a écrit dans la *Grande transformation*.

Pour une conception globale de la société

La société est en substance un organisme dont les éléments particuliers remplissent leurs fonction de façon harmonieuses. Ceci constitue le point de départ d'une nouvelle théorie de la société. Du point de vue des forces politiques nous pouvons dire que la gauche est ancrée dans la démocratie alors que la droite est ancrée dans l'économie. Et c'est précisément pour cette raison que les perturbations fonctionnelles entre économie et société s'accroissent jusqu'à devenir catastrophiques. Ce qui menace aujourd'hui la démocratie c'est l'ignorance des conditions et des lois fondamentales de la vie économique moderne. Le vieux savoir tel qu'il est représenté par les théories keynésiennes et les théories néoclassiques ne suffit plus. La tâche de la culture économique et politique de notre temps est de porter à maturité la démocratie à travers le savoir et la responsabilité individuelle.

L'ancienne théorie néoclassique a fait faillite du point de vue de l'analyse car le théorème de l'équilibre qui lui sert de base, se réduit à l'affirmation purement formelle du caractère sacré des contrats, mais ce point de vue est sans valeur si nous considérons la vie économique et financière. Ceci parce que cette proposition élude la question cruciale: Quels sont les revenus qui correspondent à la nouvelle situation d'équilibre et qui sont soutenables à long terme?

La consommation des couches privilégiées qu'elles soient rentières ou ouvrières ou paysannes ou libérales ne peut être appréhendée qu'à travers les transferts internes de revenus en faveur des privilégiés. Là où n'ont été privilégiés que les revenus des ouvriers et des paysans cela l'a été au dépend du patrimoine et du capital de l'industrie ceci à travers les prélèvements fiscaux mais aussi et surtout à travers les prélèvements les plus

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ivi*, p. 329.

injustes et inexorables qu'étaient la dévaluation de la monnaie c'est-à-dire l'inflation. Nous pouvons identifier une telle situation en France entre 1975 et 1981. Mais cette situation était générale en Europe entre 1973 et 1979. Les différentes économies nationales cherchaient à transférer sur les économies étrangères leur propres déficits ce que continue de faire par exemple l'économie américaine.

Le niveau de vie américain est dans tous les cas injustifiablement haut. Mais la surconsommation en Europe n'était possible que grâce au développement du crédit US. Le mécanisme de crédit qui a fonctionné entre 1973-1979 et avant a donc rempli une double tâche: maintenir le niveau de vie en Europe comme en Amérique au-dessus de la situation d'équilibre. Cette solution a perduré de 1980 à 2008. Où elle s'est brisée sur l'éclatement de la crise de la dette. La poursuite du développement de l'accumulation du capital et de sa polarisation sur un très faible nombre de capitalistes et sur les gestionnaires de fonds de pension constitue aujourd'hui une menace directe contre la démocratie à travers la liquidation des bases de la classe moyenne. Ainsi ce qui a toujours constitué, y compris et surtout dans la conception libérale, la base de la démocratie c'est-à-dire le mérite et le travail est entré dans une phase de destruction. Finalement le diagnostic de Karl Marx sur le fait que le capitalisme se détruira sous le ses contradictions semble être en train de se réaliser sous nos yeux. La question qui se pose à nous est de savoir si nous voulons être emportés avec ce système. Il s'agit de forces sociales, il s'agit d'intérêts, les forces et les intérêts qui représentent aujourd'hui ce système ne se laisseront éliminer sans résister, y compris par la violence. Dans la capacité à résister il y a aujourd'hui un problème majeur c'est celui de la vision de l'avenir. Ce qui constitue un blocage des protestations sociales, des mouvements de résistance, c'est l'absence de débouché politique global permettant de dépasser le système actuel. De ce point de vue l'héritage du marxisme, des marxistes, du léninisme a été catastrophique sur un point. En effet dans la conception marxiste, l'État se réduit à l'état bourgeois et être détruit. Ajoutons que curieusement la social-démocratie a complètement participé de cet aveuglement concernant la question de l'État. La conséquence c'est qu'il n'y a eu aucune pensée venant du mouvement social, du mouvement ouvrier, du mouvement des salariés, de la classe moyenne pour développer et inventer des formes de démocratie différentes, l'organisation d'un pouvoir conforme aux intérêts de l'immense partie de la société. Cette carence qui a duré dans les pays européens plus de 50 ans est toujours présente. Même si un certain nombre de recherches sont menées sur le thème du républicanisme mais qui n'est pas pour autant directement la question de l'État et de la démocratie. En outre le thème du républicanisme est fortement marqué par la tradition anglo-saxonne qui n'a pas du tout la même orientation en termes d'articulation entre l'intérêt général, la démocratie et l'État.

Dans les sociétés européennes de l'Europe du Sud et de l'Europe du Nord l'éducation a joué jusqu'ici le rôle de rapprochement des différentes catégories de la population. Mais ce rôle est aujourd'hui profondément menacé en particulier dans le cas de la France: les questions liées au développement de la pauvreté, au développement des banlieues, d'une immigration non maîtrisée issue du Maghreb, l'absence d'une politique volontariste d'intégration a sapé les bases de l'école publique et on assiste aujourd'hui à la constitution de deux écoles, celle des pauvres et celle des autres.

Un héritage théorique et pratique

Sur le plan de l'héritage théorique les choses sont plus complexes. François Furet a

bien décrit une des bases essentielles du mouvement de 1968 à 1975. Il y a cependant d'autres bases qui sont importantes si nous voulons avancer. Marx est un génie, un génie d'un type bien particulier puisqu'il a donné une base théorique au plus formidable mouvement d'utopie communautaire que l'humanité ait connue. En outre Marx a produit la plus formidable critique sociale du capitalisme dont nous disposons jusqu'à aujourd'hui. Cela fait donc un ensemble de raisons pour lire et relire Marx pour celui ou celle qui se pose des questions sur le devenir de notre monde. Toutefois la lecture de Marx ne doit pas se faire sans précaution, en raison même de la puissance de sa pensée, de la fascination qu'elle a exercée et qu'elle peut encore exercer: il est nécessaire de dire quelles sont les précautions à prendre. Tout d'abord chaque fois que Marx invective un auteur, qu'il manie plus l'invective ou l'insulte que l'analyse on doit se méfier surtout quand cela va dans le sens de nos propres sentiments car c'est presque toujours à ces moments là qu'il est le moins scientifique et qu'il développe une espèce de religion prométhéenne sous un vocabulaire philosophique. Enfin s'il y a une faillite et un héritage de Marx qui doit être rejeté c'est la plus grande partie de ce qu'il a pu dire sur l'État bourgeois. La faillite de Marx, c'est celle de son ralliement à Ricardo, c'est celle d'un certain déterminisme, du positivisme de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle; qui croit à la toute-puissance de la raison et de l'action de l'homme sur ses conditions d'existence. Marx a été incapable de penser des institutions politiques qui puissent réaliser les conditions de l'homme nouveau qu'il espérait. À la place il a forgé ce concept monstrueux de dictature du prolétariat? Concept monstrueux car c'est à partir de lui que Lénine développera sa propre conception de l'évolution de l'histoire, c'est aussi à partir de ce concept que pourra être justifiée tout le rejet de l'acquis de près de 100 ans de lutte pour la démocratie.

Nous pouvons et nous devons relire Marx aujourd'hui mais à une condition de le relire comme nous lisons Platon ou Aristote sans croire y voir notre futur et en tenant compte de ce qu'ont été les échecs sanglants, les dictatures, les camps forgés au nom de la dictature du prolétariat. La théorie des forces productives subordonne le savoir et le vouloir des individus aux conditions qui leurs sont imposées par les données purement matérielles. Selon cette théorie les formes sociales se développent de façon complètement indépendantes de la conscience et de la volonté des individus ceux-ci pourraient accélérer ou ralentir le processus, mais non le provoquer ou l'arrêter.

Pourquoi l'effondrement de la Russie Bureaucratique n'a pas débouché sur un autre ordre social

L'idée communiste est une religion, religion qui répond à un problème spécifique de la démocratie et de l'individualisme libéral sur lequel elle est fondée. La faille majeure de la démocratie et de la logique de marché qui lui est relié comme fondement c'est de générer à la fois un accroissement formidable de la richesse, que Marx décrit dans le *Manifeste du parti communiste* et d'autre part de générer des inégalités inouïes, inconnues dans les autres régimes, sociaux. Autrement dit d'être incapable de parvenir à penser de façon harmonieuse la liberté et la communauté. Le paradoxe du libéralisme c'est que le développement de la liberté débouche sur la menace de la communauté toute entière. L'expression la plus visible est bien sûr celle du chômage, des inégalités sociales et du pouvoir de l'argent.

L'argent qui a ici un double aspect est à la fois un instrument de liberté car il permet à

l'individu de se libérer des anciennes obligations, famille, clan etc. et en même temps, pour ceux qui ne le possèdent pas, il est perçu comme un instrument d'oppression. Dans les pays latins l'idée de la fin d'un monde ou du sens de l'histoire ce qui revient au même avec le mythe du paradis perdu trouve son ancrage pour ceux qui ne croient pas en Dieu dans le sens de l'histoire, dans l'idée d'être l'instrument d'une volonté et d'un ordre supérieur. La société démocratique désacralise tous les rapports et fait donc naître en retour un besoin d'autant plus impérieux de sacré. Ce sacré, ce principe transcendant c'est le sens de l'histoire que l'on retrouve d'ailleurs en partie chez les libéraux fondateurs eux-mêmes, à travers la mission universelle de la révolution française, la transmission au reste de l'humanité des droits de l'homme, du triomphe de la raison sur les passions. Les libéraux sont d'ailleurs tous très conscients de ce que le marché peut générer avec le pouvoir de l'argent, des inégalités formidables qui menacent l'idée même de démocratie. C'est pourquoi il sont pour des inégalités de condition modérée. La seule exception à cette tradition continentale du libéralisme est celle des américains qui n'ont jamais fait de l'égalité des conditions une valeur fondamentale.

Le maître mot de la logique de ceux qui se réclament du marxisme et de ce sens de l'histoire c'est d'affirmer la nécessité du développement historique. Dans l'action les hommes cherchent alors à réaliser ce sens de l'histoire, cette mission divine qui est de réaliser le bien de toute l'humanité. L'âme inquiète de l'individu ne trouve pas de repos dans ce monde de la liberté individuelle, car il n'y a plus de principe supérieur auquel se référer nous lisons notre condition dans la comparaison avec les autres dans le monde de l'envie, de la jalousie, de la haine, de la vanité en un mot. Il est compréhensible qu'une telle société, où la confiance primordiale est constamment menacée, cherche à produire des principes qui libèrent les individus de cette obsession de la comparaison, de la responsabilité. Ce qu'a vécu une partie de la génération de 68 c'est ce mensonge de la société bourgeoise qui produit certes beaucoup plus de richesses mais qui ne saurait produire l'impossible réconciliation de l'homme avec lui-même, de l'homme et du monde de l'homme et de la nature: le paradis perdu.

Si la démocratie libérale est condamnée à ce moment-là c'est qu'elle met au premier rang comme son principe moteur l'égoïsme calculateur. Le bourgeois est aussi le bouc émissaire de toutes les défaites individuelles et collectives. La démocratie prône l'égalité alors que le marché qui lui est indispensable comme garantie à travers la propriété privée lui génère de formidables inégalités, de là le fait que la bourgeoisie⁴⁸, qui est au sommet de l'échelle sociale, soit perçue comme l'incarnation du mensonge. Car effectivement la société n'est pas juste, elle ne donne pas à chacun son dû. Elle foule aux pieds toutes les valeurs de la communauté pour privilégier le fort et le plus malin, le plus prévoyant mais non pas le plus généreux, le plus intelligent le plus ouvert et le plus risqué. Ces valeurs de la communauté ont été prises en charge par le mouvement ouvrier sur une très longue période.

Le mouvement de 1968 a été celui qui achevé la réintégration de cette classe d'hommes exclus de la société de marché, c'est à dire le mouvement ouvrier. 1968 est la

⁴⁸ Le concept de bourgeoisie n'est pratiquement plus utilisé aujourd'hui dans la presse dans la plupart des essais. Nous trouvons le concept de domination de Bourdieu mais étendu à toutes sortes de catégories indépendamment de la position dans la hiérarchie de la société. Ce qui vit évidemment une source très grande confusion qui participe finalement de l'idéologie dominante consistant à masquer la nature des véritables conflits, des véritables intérêts en jeu dans le débat public. À la place nous trouvons les termes d'oligarchie, de ploutocratie, de dominant dominé. La notion d'exploitation a disparu de même que le concept de classe sociale.

reconnaissance de ce que cette classe d'hommes et de femmes voués aux pires travaux, à l'exploitation sont d'une égale dignité à celle des autres; c'est le moment de la condamnation générale du bourgeois. De ce point de vue à ce moment-là disparaissent deux figures majeures qui ont structuré tout l'univers mental antérieur; à la fois celle du bourgeois et celle du prolétaire. C'est l'émergence de la classe moyenne comme idéal républicain. Sur le plan des valeurs les normes morales de la société du XIX sont définitivement reléguées aux oubliettes ce qui n'exclut nullement leur résurgence dans le futur sous une autre forme.

La liberté personnelle par rapport aux normes et aux conventions est bien plus grande. Mais il y a une contrepartie à tout cela c'est que cette phase est essentiellement destructive, elle fait sauter un certain nombre de barrières mais par contre elle laisse complètement de côté la question du surgissement de nouveaux processus d'exploitation, de soumission, elle n'est pas constructive car elle ne pense le futur que sur le mode de la table rase aussi bien dans le domaine des institutions politiques que dans celle de l'économie. C'est pour cette raison que la phase constructive va être reprise du développement du libéralisme qui vient des États-Unis et paradoxalement le mouvement de 1968 apparaît alors comme le moment du développement de l'individualisme dans sa forme la plus négative. Or la société, ne peut se passer de père contrairement à l'affirmation de toutes les inspirations romantiques. C'est à dire d'un ordre, d'une loi. Cet aspect de l'ordre et de la loi et la nécessité de le penser pour l'avenir est sans doute le prix le plus lourd à payer. La pensée 68 comme la pensée communiste est une culture de la négation, de la destruction absolument nécessaire et positive mais lorsqu'il n'y a que cela elle devient, infirme. C'est cette infirmité qui paralyse aujourd'hui ce que l'on appelle la gauche. Mais cette dimension critique s'est égarée aujourd'hui dans des approches « culturelles » fortement influencées par les anglo-saxons. La négation du rôle des facteurs matériels, des structures de classe, du rôle de l'État, de son organisation au profit des approches par les représentations, les éléments culturels représentent globalement une régression. Dans ces approches il n'y a aucune interrelations, combinaisons entre les deux approches ce qui finit par en faire une idéologie.

Les phénomènes politiques de notre époque s'accompagnent d'un changement d'échelle inconnu dans l'histoire. Ce changement d'échelle ne s'est pas produit en une seule fois. Il a connu deux épisodes majeurs d'abord la guerre de 14/18 puis celle de 39/45. Nous vivons depuis 15 ans la dernière phase de ce changement. Le monde dans lequel les hommes et les femmes qui ont dépassé quarante ans ont vécu leur adolescence a disparu. Rien ne peut plus se faire sans que le monde entier ou la plus grande partie du monde s'en mêle. Il est devenu impossible comme avant de circonscrire les suites de ce que l'on a engagé. Le partage du monde advenu après Yalta a permis dans une certaine mesure que les actions, et les effets de ces actions soient circonscrits. En quelque sorte que le cadre national hérité du XIX^e siècle demeure pour la politique l'espace pertinent et ce en vertu d'un accord constitutionnel du monde codifié dans les accords de Bretton Woods et reposant sur l'hégémonie américaine. Les grandeurs, les superficies et surtout les masses en présence, la rapidité et les implications de l'action engagée imposent une politique radicalement différente de celle que nous avons connue de 1945 à 1975. S'il y a un échec des années qui ont suivies du point de vue de l'ère Mitterand c'est l'incapacité à penser cette dimension nouvelle de la politique. Les maîtres mots des scientifiques, des politiques, des économistes, des hommes d'entreprise sont ceux d'incertitude et de complexité. De ces deux mots est né un sentiment d'impuissance, de fatalité qui réduit à rien les rêves et les désirs de tous les ordres de pensée. Tout est renvoyée à un cercle

étroit, à une sphère privée qui ne traduit que l'impuissance à concevoir une ligne d'horizon spatiale et temporelle.

Les paradoxes de l'actuelle situation résident dans le fait que les individus des pays les plus riches, de nos pays n'ont jamais disposé d'autant de moyens, de puissance d'action sur les choses et de moins de moyens sur le plan de l'esprit. Notre situation actuelle est vécue, après l'imagination au pouvoir de 1968, comme la faillite de l'imagination, la déchéance de l'entendement. Ceci fondamentalement car la représentation du monde qui a émergé n'est pas homogène, elle ne comprend pas les données anciennes et les nouvelles expériences. Le mouvement de 1968 était destructeur par tempérament et toutes les générations qui ont été marquées de l'empreinte de cet événement ont gardé une prédilection pour la critique. La conséquence perverse de cet état de chose c'est qu'il a laissé peu de place aux créateurs, seuls les conservateurs, comme image symétrique de cette empreinte, ont survécu. Dans ce sens le destin des générations qui ont succédé est qu'elles sont condamnées à être créatives ou à être sacrifiées.

La question qu'il nous faut nous poser aujourd'hui est : quels sont les groupements qui doivent se faire la guerre ? Tout en sachant à chaque fois que l'essentiel en toutes choses a toujours été accompli par des êtres obscurs, sans valeur aucune aux yeux de ceux qui font profession d'analyse. Le caractère des européens est d'être pessimistes sur l'homme et sur les choses et d'être optimistes en croyant dans l'action.

Forger une nouvelle vision d'avenir qui serve de guide à nos conduites pour accomplir ce que notre passé nous a légué de richesse et de drames en répondant aux nouveaux problèmes en accord avec notre mémoire. Quelle forme devons-nous donner à notre problème ? Qu'est-ce qui est possible aujourd'hui dans les pays libres de la vieille Europe quand ils ont satisfait à toutes les contraintes de l'état de choses existant ? L'humanité ne se crée que des problèmes qu'elle peut résoudre.

Le rôle de la finance

La finance basée sur les relations interindividuelles selon la pure logique de marché repose en totalité sur la confiance et domine à travers la panique. Elle ne peut être raisonnable que si à cette logique de confiance individuelle est substitué une logique administrée où peut prévaloir la raison et les normes des différentes démocraties. La disparition de l'ordre constitutionnel de Bretton Woods (1971) est l'expression fondamentale du déclin de l'empire américain. Les anciennes relations qui avaient prévalu, à la fin de la deuxième guerre mondiale, n'existent plus. La démocratie américaine a fait prévaloir ses propres intérêts en abolissant cet ordre constitutionnel, dès lors qu'il générait des contraintes qui ne lui convenait plus. Elle a, de ce fait, imposé au monde sa propre vision et ses propres règles fonctionnelles dans les affaires du monde, du point de vue de la logique du pur marché. Ceci n'a été possible que parce que les nations européennes ont été incapables de forger une entente régionale qui puisse s'opposer avec succès aux prétentions américaines. Il faut être parfaitement conscient que du point de vue économique et du point de vue de la civilisation aussi l'Amérique est infiniment plus éloignée de l'Europe qu'elle ne le fut jamais. L'Amérique n'a aucun intérêt au développement de la puissance européenne, c'est même tout le contraire qui est vrai, et nous pouvons compter que la puissance américaine fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'opposer à tout pas en avant de l'Europe. Les anciens alliés sont devenus des rivaux et parfois mêmes des adversaires.

C'est pourquoi il faut bien comprendre que la constitution d'une unité européenne est le seul remède efficace aux maladies endémiques que connaît aujourd'hui l'Europe. De ce point de vue même si c'est sous un tout autre aspect la supériorité de la politique russe dans cette région du monde a reposé sur sa capacité justement à faire prévaloir pendant un certain nombre d'années un intérêt régional. Le capitalisme libéral n'est pas qu'une question interne nous pouvons même dire que c'est devenu principalement une question de politique étrangère. Car c'est précisément dans le domaine des relations internationales que les méthodes du capitalisme libéral sont en crise. Ce que la situation des marchés financiers illustre parfaitement jour après jour. Et la persistance de ces méthodes, de la logique du pur marché, constitue aujourd'hui un obstacle direct aux solutions pratiques qu'il faut mettre en œuvre pour répondre aux besoins de la société.

Le capitalisme libéral repose sur la conviction suivante que le commerce extérieur est l'affaire de personnes privées comme s'ils étaient membre d'un même pays. Et en fonction de cela ces personnes privées s'attribuent le pouvoir quasi miraculeux d'équilibrer les différentes économies de tous les pays, pour ainsi dire automatiquement, c'est-à-dire sans l'intervention des différents gouvernements. Cette conception utopique a déjà fait faillite au moment de l'effondrement du Gold standard en 1922 et elle a à nouveau fait faillite avec l'abandon du système de Bretton-Woods et la promotion des marchés libres et "autorégulés".

Un nouvel ensemble régional sera en mesure d'user de nouvelles méthodes pour lutter contre le chômage, pour redéfinir périodiquement la valeur de la monnaie, organiser les importations et les flux d'investissements, organiser à large échelle ce qui est déjà fait l'échange, financer les exportations de l'industrie de biens d'équipement, passer des contrats avec les autres gouvernements et donc coordonner le niveaux de l'emploi et les niveaux de vie internes avec sa politique commerciale, industrielle financière et monétaire, de façon à s'assurer les avantages qui dérivent dans les monde moderne d'un système institutionnel délibérément créé et géré dans un tel objectif. Et ceci précisément parce que l'économie extérieure est plus sujette que l'économie intérieure au contrôle et qu'elle en a en outre plus besoin.

La bataille pour Europe est en réalité une bataille pour un nouvel ordre constitutionnel de la finance internationale et des marchés financiers. Ce pourquoi l'Amérique lutte contre Europe car l'Amérique ne veut pas d'un nouvel ordre monétaire mondial qui signifierait inéluctablement la fin de son autonomie et l'obligation pour elle d'entrer dans le rang.

La fragmentation de la souveraineté

La souveraineté des États a été largement fragmentée depuis près de 20 ans. Tout d'abord le développement des échanges mondiaux et la constitution d'un marché mondial des capitaux sous l'égide des américains a donné un pouvoir exorbitant à des agents privés qu'il s'agisse d'institutions de crédit ou de particuliers. L'arme des taux d'intérêt n'existe plus pour la plupart des États européens sans parler de ceux du Tiers monde. Cette arme est aujourd'hui aux mains des nouveaux rentiers que sont les gérants des fonds de pension. En outre le développement des échanges a donné à l'interdépendance beaucoup plus de pouvoir donc aux agents privés. Les États se trouvent donc dans la situation de devoir répondre à de nouveaux défis sans disposer des armes nécessaires. La montée des particularismes, des logiques identitaires constitue également une atteinte à la

souveraineté des États. C'est dans une certaine mesure la transposition de la logique communautaire américaine dans le cadre européen.

La souveraineté s'incarne dans l'État or l'État est aujourd'hui en Europe bien plus démuni qu'auparavant. D'une part l'Europe communautaire est source d'un droit communautaire qui s'impose à tous sans qu'il y ait une véritable souveraineté européenne. De la sorte nous avons une fracture majeure dans l'exercice de la souveraineté. Le pouvoir européen apparaît comme sans lieu, sans incarnation véritable. La difficulté semble être ici de combiner un corps politique et l'expression de la souveraineté. Ici apparaît une question redoutable peut-il y avoir un corps politique européen? Une solution peut être fournie si nous considérons que la souveraineté est un ensemble à la fois de lois et d'institutions. La norme contractuelle n'était pas jusqu'ici en Europe une norme revendiquée explicitement par les citoyens. Une autre difficulté est que la question de la souveraineté se brouille, on assiste à un éclatement de la souveraineté où le citoyen ne sait plus très bien qui est responsable de quoi et quand.

Le développement de la souveraineté européenne devrait permettre celui d'institutions intermédiaires. Autrement dit le lien social ne serait plus le monopole de l'État national mais deviendrait partagé avec d'autres institutions régionales. Ce sont des chevauchements de souveraineté qui sont à l'ordre du jour. Le deuxième point du programme est celui de l'extension du règne de la liberté du domaine purement politique et intellectuel à celui de la vie quotidienne. Cette extension du règne de la liberté se décline en quatre points:

- Partout où l'on fait usage de la contrainte (production, technologie) doit être reconnu le principe du cas de nécessité c'est-à-dire ici celui de l'objection de conscience: «Il doit toujours y avoir un deuxième choix pour le non-conformiste, même s'il n'y a qu'une personne sur mille qui va en faire usage»⁴⁹.
- L'extension de l'Habeas corpus à l'industrie doit permettre la constitutionnalisation des droits du travail contre l'abus de pouvoir de l'entreprise.
- Efforts pour adapter la technologie aux besoins humains.
- Extension des aires de libertés du marché du gouvernement de la grande entreprise et du syndicat aux espaces sociaux de l'instruction, de la défense de la médecine et des arts⁵⁰.

Liberté et démocratie

Pour préciser la nature de la conception de Karl Polanyi des rapports entre individu, société et liberté il nous reste à examiner comment il analyse la démocratie. Nous utiliserons *Conflicting Philosophies in Europe, Outline of a lecture Delivered at the short Course on The citizen in the modern world* et *Jean-Jacques Rousseau, or is a free Society possible?*⁵¹. Polanyi commence par poser que la démocratie continentale est un système de gouvernement construit sur le principe de «l'égalité»⁵². La *liberté* se confond avec *l'égalité* toutefois Polanyi indique que si nous sommes habitués à considérer égalité et liberté comme deux éléments liés nous ne devons pas oublier que, d'un point de vue

⁴⁹ K. POLANYI, *La libertà in una società complessa*, cit., p. 193.

⁵⁰ *Ibidem*.

⁵¹ ID., *Jean-Jacques Rousseau, or is a free Society possible?*, in ID., *La libertà in una società complessa*, cit., pp. 161-169 et 134-138.

⁵² *Ivi*, p. 135.

institutionnel, *la liberté et l'égalité* représentent deux principes opposés. À partir de là Polanyi distingue deux types de démocratie: la démocratie libertaire et la démocratie égalitaire. Ces deux types de démocratie reposent sur des institutions différentes. La démocratie égalitaire est caractérisée par le suffrage universel et l'égalité de l'instruction. La démocratie libertaire, comme en Grande Bretagne, se distingue par l'absence de toute instruction égalitaire qui devient le point crucial pour distinguer les deux types de démocratie. Polanyi précise même que l'absence d'instruction égalitaire en Angleterre est la cause essentielle du maintien des barrières de classe. La révolution anglaise n'a pas laissé de place pour le concept *d'égalité* alors que la Révolution française, selon Polanyi, a beaucoup moins mis l'accent sur l'idéal de la *liberté individuelle*.

Pour développer sa propre position Polanyi part de l'analyse de Rousseau tout en la reformulant. Le dilemme rousseauiste est celui du paradoxe de la liberté entre individualisme et totalitarisme que l'on résume ordinairement sous le terme de liberté et d'égalité. Mais l'apport crucial de Rousseau pour Polanyi est d'avoir posé à la place de l'individu comme héros de la liberté le peuple: «peuple légitimé comme représentant de l'humanité. Il saluait dans le peuple le porteur de toutes les valeurs humaines, il défendait une culture populaire, une civilisation expression de la vie du peuple»⁵³. Pour Polanyi le paradoxe de la liberté dans une société complexe n'a pas été résolu par Rousseau. L'apport essentiel de Rousseau est d'avoir donné à l'éthique moderne la formule essentielle de l'autonomie de la personnalité mais surtout le plus important est que «il devint le prophète d'une culture populaire en dehors de laquelle, comme cela apparaît clairement aujourd'hui, une société libre n'est pas possible»⁵⁴. La reformulation du dilemme de Rousseau que Polanyi propose consiste d'abord à identifier volonté générale et survie du groupe en tant que tel, qui représente la composante totalitaire de la société et la liberté à la volonté individuelle. Le contenu de l'éducation va être ensuite défini. L'individu a une double qualité: comme électeur il ne peut que vouloir la survie de la société et d'un autre côté comme citoyen il est aussi gouverné, soumis à la loi et dans cette mesure c'est lui qui devra payer, servir, combattre. Selon Polanyi l'électeur (le gouvernant) doit s'élever à la hauteur du corps gouvernant et à la question guerre ou paix. Il ne répondra pas comme personne privée s'il désire ou la guerre ou la paix mais s'il est de l'intérêt du pays de faire la guerre ou la paix.

Polanyi aborde ensuite le problème qui résulte du fait que la volonté de tous ne coïncide pas avec la volonté générale et qu'apparaît une minorité. Si les individus se sont regroupés «en factions, groupes partis, intérêts, alors ils ne votent plus comme des individus isolés, ils ont élaborés une loyauté de groupe. Il sont une petite volonté générale qui est celle de leur groupe»⁵⁵. Mais alors le nombre des électeurs coïncide avec celui des groupes et des factions et il n'y a plus de raison de croire que la volonté de tous coïncidera avec la volonté générale. Polanyi interrogeant Rousseau pose à nouveau la question comment empêcher l'élément totalitaire dans la démocratie d'éteindre complètement la liberté de l'individu? La réponse qu'il y apporte reprend la thèse de Rousseau: «*en dernière analyse l'individu doit être contraint à être libre*»⁵⁶. Le paradoxe de la liberté reste irrésolu. Le seul élément de réponse que Polanyi aperçoive est celui de l'éducation du peuple cette éducation représentant l'institution majeure.

⁵³ *Ivi*, p. 161.

⁵⁴ *Ivi*, p. 162.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ *Ivi*, p. 168.

